

LES CHIFFRES CLÉS

UNE DESTRUCTION DE L'EMPLOI PAYSAN catastrophique pour la vie de nos territoires ruraux



- 38 %

éleveur-euses laitier-ères en 10 ans
(entre 2010 et 2020)

48%

des éleveurs laitiers ont +50ans en 2019.
C'était 32% en 2000.

source : MSA et SPIe-BDNI, traitement Institut de l'Élevage (Idele) et Agreste, Enquête structures y compris 2016 et Recensement agricole 2010 - Traitement Idele

1 000 EUROS / 1 000 LITRES DE LAIT

c'est le capital à mobiliser à l'installation en bovins lait
source : Étude CER France 2020

L'EXTORSION DU TRAVAIL PAYSAN



SOUS-PAYÉ

-0.02€

producteur

+0.03€

industriels

+0.04€

distributeurs

+0.05€

consommateurs

Évolution de la répartition des marges
sur un litre de lait demi-écrémé UHT entre 2015 et 2019

source : Observatoire de la Formation des Prix et des Marges



-30 %

La baisse du prix du lait de vache,
payé au producteur en monnaie constante en 30 ans
(entre 1990 et 2020)



Confédération paysanne

Syndicats pour une agriculture paysanne
et la défense de ses travailleurs

La Confédération paysanne est, depuis 1987, un acteur majeur du syndicalisme agricole français qui porte des valeurs de répartition et de solidarité. Le projet pour une agriculture paysanne, qu'elle défend avec constance depuis sa création, est cohérent et global.

CONTACTER LA CONF'

✉ : contact@confederationpaysanne.fr

🌐 : www.confederationpaysanne.fr

☎ : 01 43 62 04 04

LAIT DE VACHE

NOS PROPOSITIONS POUR LES PAYSANNES ET LES PAYSANS



Confédération paysanne

Syndicats pour une agriculture paysanne
et la défense de ses travailleurs



STOP À LA VOLATILITÉ ET À LA DÉRÉGULATION !

La fin des outils de gestion des marchés, parachevée par celle des quotas en avril 2015, a plongé le secteur laitier dans une grave crise. Malheureusement, la volatilité est structurelle dans une politique économique libérale qui expose les éleveurs aux marchés mondiaux. Face à cela, les maîtres mots de l'économie laitière que nous portons sont revalorisation du prix, régulation, répartition et transition.

Il est plus qu'urgent aujourd'hui de protéger les éleveurs et éleveuses !

NOS PROPOSITIONS POUR LE REVENU DES ÉLEVEURS LAITIERS

- **Maîtrise de la production laitière**, levier indispensable pour rémunérer les éleveurs et prévenir les crises
- **Des modalités de fixation du prix du lait** au-dessus du prix de revient et valorisant la qualité des produits laitiers français. Les plus-values réalisées par les pratiques de pâturage, d'autonomie protéique, sans OGM doivent revenir aux producteurs qui en sont les créateurs.
- **Un arbitrage public sur le partage de la valeur ajoutée dans les filières alimentaires** : les industriels et les grandes surfaces ne peuvent plus faire leur beurre sur le dos des éleveurs !
- **Un changement de logique dans les contrats laitiers** : **Un prix garanti pour un volume !**

NOS PROPOSITIONS POUR LA DURABILITÉ DU MÉTIER D'ÉLEVEUR LAITIER

Un bon revenu est la première condition pour l'avenir des éleveurs laitiers. Les pouvoirs publics doivent donc appuyer et promouvoir le lien au sol fort dans les élevages laitiers français. L'autonomie sur la ferme et le bien-être animal sont les deux fondamentaux de l'Agriculture paysanne sur lesquels construire un élevage opposé tant à la mise en concurrence des paysan-ne-s, inhérente aux accords de libre-échange, qu'au mouvement végétarien lorsqu'il prône l'abolition de l'élevage.
La polyculture élevage est le modèle qui parvient le mieux à répondre aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux.



LAIT : VITE, UNE POLITIQUE TERRITORIALE !

DÉVELOPPER L'EMPLOI PAYSAN et des fermes sur tout le territoire

Pour cela, il est urgent de :

- **Soutenir le regroupement des organisations de producteurs à l'échelle d'un bassin**, pour sortir de la dépendance économique de la relation producteur/entreprise, avec inclusion des coopératives dans le dispositif. La gestion collective des volumes et la mutualisation des coûts de collecte en seront facilitées.
- **Sécuriser la valeur créée sur le marché national** par des contrats en chaîne entre producteurs, industriels et distributeurs. Cela doit permettre de rémunérer à un niveau élevé et stable les premiers litres de chaque ferme française.
- **Soutenir la collecte en zone de montagne et en zones de faible densité laitière.**